



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le vendredi 7 juin 2024 – N° 138

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Chantal Darcy pour son implication auprès des familles de Vaudreuil-Soulanges.*
- La députée de Mont-Royal–Outremont sur le sujet suivant : *Hommage à la mémoire de Mme Janyce Lauer.*
- Le député d’Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Nicole Dufresne.*
- Le député d’Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Célébrer le 40^e anniversaire du centre communautaire pour aînés RésOlidaire.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Journée nationale des peuples autochtones.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Hommage à M. Gaétan Roberge.*
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Les Voltigeurs de Drummondville champions de la LHJMQ.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *Les 35 ans de TVRS.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Béatrice D’Alexis, une battante.*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *L’importance du rôle des aides à domicile.*
- Le député de Joliette sur le sujet suivant : *Le 30^e anniversaire de la maison des jeunes La Piaule de Joliette.*
- La députée de Roberval sur le sujet suivant : *Les 75 ans de CHRL radio.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 61*
Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif
Présenté par la ministre des Transports et de la Mobilité durable le **9 mai 2024**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 2) Projet de loi n° 63
Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts le **28 mai 2024**
- 3) Projet de loi n° 64
Loi instituant le Musée national de l'histoire du Québec
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **22 mai 2024**
- 4) Projet de loi n° 67
Loi modifiant le Code des professions pour la modernisation du système professionnel et visant l'élargissement de certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **4 juin 2024**

- 5) Projet de loi n° 68
Loi visant principalement à réduire la charge administrative des médecins
Présenté par le ministre du Travail le **31 mai 2024**
- 6) Projet de loi n° 69
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le **6 juin 2024**

Étude détaillée en commission

- 7) Projet de loi n° 32
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 14 septembre 2023
Principe adopté le **4 juin 2024**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 8) Projet de loi n° 62
Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure
Présenté par le ministre responsable des Infrastructures le 9 mai 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 mai 2024
Principe adopté le **5 juin 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 9) Projet de loi n° 66
Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 30 mai 2024
Principe adopté le **6 juin 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

- 10)** Projet de loi n° 45
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports
Présenté par la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air le 6 février 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 28 mars 2024
Principe adopté le 9 avril 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **6 juin 2024**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 11)** Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 12)** Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 13)** Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 14)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**

- 15) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 16) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 17) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 18) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 19) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 20) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 21) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**

- 22) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 23) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 24) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 25) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**
- 26) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 27) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 28) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**

- 29) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 30) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 32) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 33) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 34) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d’un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 35) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l’accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 36) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l’amiral blanc en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le **9 juin 2023**
- 37) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**

- 38) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 39) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 40) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 42) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 43) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 44) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**

- 45) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 46) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 47) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 48) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 49) Projet de loi no 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 50) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 51) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 52) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**

- 53)** Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par celui d'« Arthabaska-L'Érable »
Présenté par le député d'Arthabaska le **30 mai 2024**

Étude détaillée en commission

- 54)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 55)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 56)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.
- Audition du Tribunal administratif du logement sur sa gestion administrative, sur ses engagements financiers et sur le rapport annuel du Protecteur du citoyen.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

- Étude de projets de loi :
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure (mandat confié le 5 juin 2024).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 32**, Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux (mandat confié le 4 juin 2024).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 66**, Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès (mandat confié le 6 juin 2024)
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

Mandats d'initiative

- Les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption de consentement au don d'organes et de tissus.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

148) M. Marissal (Rosemont) – **7 juin 2024**

Au ministre de la Santé

L’an dernier, le gouvernement a adopté la *Loi limitant le recours aux services d’une agence de placement de personnel et à de la main-d’œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux*. L’article 2 prévoit un échéancier de trois ans de la fin du recours aux agences par les organismes du réseau de la santé et des services sociaux.

La première date butoir arrive rapidement, soit le 20 octobre prochain pour les régions de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches, de Laval, de la Montérégie et de Montréal. Lorsque nous avons débattu de l’échéancier pendant l’étude du projet de loi, ma formation politique et plusieurs acteurs du milieu de la santé avaient émis des réserves. Sans un plan de transition clairement établi et en concertation avec les professionnels sur le terrain, l’impact de cette loi sur l’accès aux services et sur les listes d’attente dans le contexte où les établissements manquent gravement de main-d’œuvre serait grave. Un potentiel à haut risque pour les régions éloignées où on observe une grande dépendance au recours à la main-d’œuvre indépendante.

Un an plus tard, force est de constater que les craintes se matérialisent. Des unités de soins sont forcées de fermer, faute de personnel, et un bébé naissant a même été transféré d’établissement sans sa mère en raison de la fermeture de la pouponnière de l’hôpital. La situation est alarmante et risque de s’aggraver. À l’heure actuelle, des établissements n’ont nul autre choix que de conclure des contrats de gré à gré avec des agences privées ne faisant pas partie du contrat provincial. Les répercussions sont notables et affectent l’ensemble des ressources, dont les gestionnaires qui doivent consacrer plus de temps à la gestion des ressources humaines, ce qui diminue drastiquement leur temps de gestion de proximité, pourtant essentiel.

À terme, la fin du recours aux agences privées permettra de faire place au retour à des équipes plus pérennes et stables. Des solutions immédiates doivent néanmoins être mises en place pour que la transition se fasse sans heurt, ce qui est loin d’être le cas actuellement.

Quelles solutions le ministre compte-t-il mettre en place pour favoriser une migration des ressources du privé vers le réseau public et ainsi modérer les contrecoups de l'abolition du recours aux agences privées actuellement observables sur l'offre et la qualité des soins?

En ce sens, qu'est-ce que le ministre entend faire concrètement afin d'assurer que les gestionnaires aient les moyens adéquats pour faire face à la situation et pour exercer leur rôle essentiel dans notre réseau de la santé et des services sociaux?

149) Mme Ghazal (Mercier) – **7 juin 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Le projet de construction de la route 170 à Saint-Bruno et de la route 169 vers Alma représente la cinquième et dernière étape du grand projet de lien rapide autoroutier entre Alma et La Baie ayant débuté dans les années 1980.

Les objectifs du projet de construction de ce lien autoroutier sont présentés par le ministère des Transports comme étant les suivants :

- « compléter le lien rapide Alma-La Baie;
- améliorer la sécurité des déplacements ainsi qu'à accroître la capacité et la fluidité de la circulation;
- atténuer le phénomène de poudrière qui occasionne plusieurs fermetures de routes dans le secteur de Saint-Bruno en période hivernale;
- diminuer le bruit, les vibrations, la poussière ainsi que le nombre de véhicules lourds qui circulent dans la municipalité de Saint-Bruno, afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens;
- relier les principaux pôles d'activité du Saguenay–Lac-Saint-Jean;
- desservir adéquatement la population régionale. »

Le choix du corridor Nord comme tracé final a été annoncé en 2023 par le gouvernement de la CAQ. Cette annonce était inattendue par les différents acteurs du milieu, car c'est plutôt le corridor Sud qui avait été préconisé comme tracé pendant près de 10 ans. Une étude d'impact priorisait aussi le corridor Sud en 2011.

L'annonce du corridor Nord comme tracé venant compléter le lien rapide entre Alma et La Baie a amené son lot d'inquiétudes auprès de la population locale, de l'UPA Saguenay–Lac-Saint-Jean, de même que de nombreux élus de la région. Effectivement, le corridor Nord implique non seulement des pertes importantes en terres agricoles, mais aussi, des répercussions sur les milieux humides, des risques de dévitalisation pour la municipalité de Saint-Bruno, en plus des nombreuses expropriations qui devront être réalisées.

Le 19 février dernier s'est tenue une séance d'information organisée par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour présenter, devant les médias et la population, les détails des quatre tracés proposés du corridor Nord. Près de 200 personnes se sont déplacées pour obtenir des réponses à leurs questions.

Or, aucune donnée n'a été communiquée jusqu'à maintenant documentant les retombées concrètes de ce projet sur l'atteinte des objectifs visés par le ministère. Qui plus est, nous pouvons nous attendre à ce que le projet soit certainement coûteux, considérant que 6,7 km d'autoroute entre le chemin de la Grande-Anse et l'arrondissement de la Baie est évalué à 307,4 M\$. Aucun chiffre n'a été communiqué jusqu'à maintenant sur les quatre tracés proposés du corridor Nord.

Considérant les coûts importants liés à la construction d'un tel lien, aux conséquences importantes, notamment sur le plan environnemental, de même que le manque de données probantes sur le corridor Nord, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs s'engage-t-il à exiger la tenue d'un BAPE pour la construction de l'étape finale du lien rapide Alma-La Baie ?

150) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **7 juin 2024**
Au ministre de la Santé

Ces dernières années, les établissements du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) ont souvent fait appel à de la main-d'œuvre indépendante, par le biais d'agences privées, afin de combler leurs besoins de personnel. L'an dernier, le gouvernement a toutefois décidé de mettre un terme à cette pratique en légiférant pour abolir le recours aux agences privées dans le RSSS avec la *Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

Le ministre de la Santé disait alors souhaiter promptement insuffler un changement de culture. Ainsi, dès l'automne 2024, à Montréal et dans ses environs, les établissements ne pourront plus faire affaire avec des agences. Le délai est porté à 2026 pour les régions.

Or, nous constatons déjà que des unités de soins sont forcées de fermer, faute de personnel. Un bébé naissant a même été transféré d'établissement sans sa mère en raison de la fermeture de la pouponnière de l'hôpital. La situation est alarmante et risque de s'aggraver. À l'heure actuelle, des établissements disent n'avoir d'autre choix que de conclure des contrats de gré à gré avec des agences privées ne faisant pas partie du contrat ministériel.

Dans cette perspective, voici mes questions au ministre :

1. Quelles solutions le ministre compte-t-il mettre en place pour favoriser une migration des ressources du privé vers le réseau public et ainsi modérer les contrecoups de l'abolition du recours aux agences privées actuellement observables sur l'offre et la qualité des soins?
2. Qu'est-ce que le ministre entend faire concrètement afin d'assurer que les gestionnaires aient les moyens adéquats pour faire face à la situation et pour exercer leur rôle essentiel dans le réseau de la santé et des services sociaux?

151) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **7 juin 2024**

Au ministre de la Sécurité publique

Des commerçants indiquent que la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) affirme que la catégorie « liqueur de pommes » n'existe pas pour les alcools de pommes selon la loi québécoise. Il s'agirait d'une aberration ou d'un oubli, puisque cela est permis pour toutes les autres catégories de matières premières incluses au permis artisanal (petits fruits, miel, etc.)

La RACJ indique également que des demandes ont été faites afin d'ajouter la catégorie « liqueur de pommes » à la loi pour corriger cet oubli.

Or, il appert que plusieurs producteurs majeurs au Québec commercialisent présentement des produits sous l'appellation liqueur de pommes, qui de plus est dans le réseau de la Société des alcools du Québec (SAQ), alors que cette dernière est tenue de faire respecter la loi.

À la lecture de la loi et des conditions d'utilisation d'un permis commercial et artisanal, il ne semble pas interdit de faire de la liqueur de pommes. De plus, il semble que l'interprétation de la loi par la RACJ ne fasse pas consensus puisque des liqueurs de pommes québécoises sont commercialisées à la SAQ.

En somme, la RACJ prétend que la loi interdit la liqueur de pommes, mais aurait admis que cela est illogique et aberrant. Il semble d'autre part que la loi permet la production de liqueur de pommes. Il semble de surcroît que plusieurs acteurs du milieu font une interprétation dans le même sens, dont la SAQ.

La RACJ ferait, selon certains producteurs, une interprétation injustement restrictive de la loi, à plus forte raison parce que cette interprétation rend la loi « aberrante », selon ses propres dires.

Mes questions sont les suivantes :

- D'une part, quel est le portrait de la situation en ce qui concerne l'ajout explicite de la catégorie « liqueur de pommes » à la loi?
- Qu'entend faire le ministre pour régulariser la situation ?

152) Mme Caron (La Pinière) – **7 juin 2024**

À la ministre des Affaires municipales

La présente question fait suite aux délibérations du 30 novembre 2023, durant l'étude détaillée du projet de loi n° 39, concernant la possibilité pour les municipalités d'imposer une surtaxe sur les logements vacants.

J'avais donné l'exemple d'une personne âgée qui n'aurait plus l'énergie ou la santé de s'occuper d'un logis au-dessus de sa propriété et qu'elle laisserait vacant.

La ministre a dit que cet exemple pourrait effectivement constituer une exclusion à la surtaxe pour logement vacant.

Elle a également confirmé que le guide destiné aux municipalités et préparé par le ministère allait contenir cet exemple d'exclusion à la surtaxe.

Est-ce que la ministre peut déposer ce guide d'application destiné aux municipalités?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 6 juin 2024
Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux – *ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l’enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d’Option Canada à l’occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d’intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS